

Grèce : poussée de Syriza

vendredi 11 mai 2012 (Date de rédaction antérieure : 7 mai 2012).

Maintenant que la Troïka est sanctionnée, la gauche radicale doit confirmer sa poussée !

La seule chose sûre avant les élections législatives du 6 mai, c'était que le jeu politique traditionnel d'alternance ou d'alliance entre la Nouvelle Démocratie (ND, droite) et le Pasok allait en prendre plein les dents, tant est grande la colère contre les partis au pouvoir pour imposer les ordres du FMI et de l'UE et donc détruire l'emploi et les acquis sociaux. Il se disait même que Syriza, la coalition regroupant le Synaspismos (réformiste antilibéral) et quelques groupes de la gauche révolutionnaire, allait passer de la 5^e à la 3^e place. Contre l'évidence, la ND avait construit toute sa campagne sur le fait qu'ils auraient une majorité suffisante pour former un gouvernement, et le Pasok pour sauver les meubles lui proposait de reconduire un gouvernement d'union nationale. Les résultats sont en fait à la hauteur de la colère, ils bouleversent les scénarios espérés par la Troïka, qui a essayé jusqu'au bout d'effrayer la population en refaisant son chantage à l'aide conditionnée à un « bon » vote. On peut déjà ce lundi essayer d'en tirer trois leçons.

Une baffe pour les partis du mémorandum

La ND, même si elle arrive en tête, est très loin du seuil minimum espéré. Elle passe de 33, 5 % en 2009 à 18, 9 %, perdant environ 1,1 million de voix. Son chef Antonis Samaras a immédiatement laissé entendre qu'il ne serait pas opposé à un gouvernement d'alliance ! Mais le grand perdant est le Pasok : il espérait sur la foi des sondages talonner la droite, mais il passe de 43, 9 % à 13,2, perdant environ... 2,2 millions de voix. C'est un véritable séisme pour ce parti qui a été le plus gros parti de masse depuis 30 ans en Grèce, dont les dirigeants ces deux dernières années se sont conduits comme les pires des flics ou des patrons, et dont la campagne a porté en grande partie contre les immigrés, accusés de tous les maux du pays, avec bien sûr les résultats classiques de racisme galopant et de montée de l'extrême droite. Il est trop tôt pour deviner les conséquences pour le Pasok, devenu le 3^e parti et passant de 160 à 41 députés, mais il y aura à coup sûr des effets dans les syndicats à majorité Pasok. N'oublions pas de mentionner le parti d'extrême droite Laos, que le Pasok avait convaincu de participer à son gouvernement d'union nationale : il passe de 5,6 % à 2,9 % et perd ses 15 députés.

37 % à gauche du Pasok

Le score est impressionnant : si on additionne tous les groupes à gauche du Pasok (on peut en recenser 11...), on arrive à ce chiffre, qui indique le rapport de forces potentiel. Renforcement pour tous ces groupes tous identifiés comme opposés au mémorandum du FMI et de l'UE et pour des solutions socialistes à divers degrés. Le plus impressionnant est Syriza, devenant le 2^e parti (et premier dans la région d'Athènes) : le regroupement antilibéral a fait une campagne qu'on peut comparer pour aller vite à celle du Front de Gauche, avec qui il a d'étroits rapports, et il passe de 4,6 % à 16,8 %, gagnant 700 000 voix et passant de 13 à 52 députés ! Le très sectaire KKE (PC) passe quant à lui de 7,5 à 8,5 %, gagnant 15 000 voix. Le regroupement anticapitaliste Antarsya passe de 0,4 à 1,2 %, gagnant 50 000 voix après une campagne très combative.

À partir de là, les questions sont nombreuses : quelle politique va suivre Syriza, dont le programme vis-à-vis de la dette est mi-chèvre mi-chou ? Quelle conséquence dans le KKE, dont des militants pourraient officialiser leur désaccord avec la ligne d'isolement ? Quelle forme d'unité possible dans une période d'extrême instabilité (probable impossibilité de former un gouvernement).

Montée des néonazis

C'est la nouvelle inquiétante de la soirée : à côté du succès d'un groupe de droite (10 % pour une sorte de Dupont-Aignan), le groupuscule Chryssi Avgi (Aube dorée), dont on a déjà mentionné ici les méthodes de tueurs, a réussi, porté par le climat raciste encouragé par le gouvernement, non seulement à entrer au Parlement, mais à obtenir presque 7 % des voix. Son discours antimémorandum l'a identifié pour certains à une composante des Indignés (ils tentaient d'occuper une place dans le mouvement), mais il a surtout percé avec la réputation d'un groupe anti-immigrés aux méthodes efficaces mais « gentilles », au service des petits bourgeois apeurés. Les premières images de leur Führer éructant hier contre les journalistes devraient aider à dégonfler cette baudruche, mais cela ne suffira pas : des initiatives antifascistes larges et unitaires sont désormais urgentes, et le rapport de forces permet de les réaliser immédiatement.

Derniers chiffres : en dehors de l'abstention (35 %, en hausse de 5 %), il faut signaler que le système électoral prive 20 % des suffrages de se voir représentés : avec son score, Antarsya devrait avoir au moins trois députés, et les écologistes, avec 2,9 %, manquent de peu le seuil de 3 %. La question de la démocratie va se poser sous différentes formes dans les jours qui viennent.

Andreas Sartzekis, Athènes, le 7 mai 2012

** Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 148 (10/05/12).*

Grèce : élections législatives le 6 mai

Si la grève emblématique des sidérurgistes de l'usine Halivourgeia en sera bientôt à son 200^e jour, avec des luttes ici ou là, aucun appel à une mobilisation nationale ou même à une grève générale de 24 heures n'est intervenu ces derniers temps. Résultat : la campagne pour les législatives du 6 mai ne se tient pas sur fond de luttes sociales, ce qui n'est pas seulement dû à l'apathie tragique des directions syndicales, mais aussi au découragement en cette période, en grande partie causé par l'absence d'unité minimum à gauche du Pasok, qui rendrait pourtant possible la multiplication de luttes communes sur le terrain. Et cela n'en rend que plus incertains les résultats électoraux, alors que, en toute logique, la politique suivie par le gouvernement Pasok, droite et extrême droite aurait dû ouvrir une autoroute à la gauche radicale et anticapitaliste.

La misère s'étend

Un chiffre officiel : en 2011, les salaires ont baissé en moyenne de 25 %, et aujourd'hui l'un des axes prioritaires est celui des privatisations, c'est-à-dire de la casse des services publics déjà très affaiblis, pour prétendument obtenir des rentrées d'argent... En fait, pour faire des cadeaux au grand patronat. Exemple : la société nationale des trains, OSE, doit être privatisée, et le grand débat est de savoir si on vend maintenant (ministre de l'Économie) ou si on modernise d'abord (ministre des Transports, transfuge récent de l'extrême droite vers la droite). Bref, tout ce qui aurait dû être

fait pour un service public de qualité serait maintenant offert pour vendre aux requins (la France serait intéressée...) !

Dans ce paysage de désolation, certaines régions sont encore plus atteintes : ainsi, si au niveau national, 20 % de la population vit aujourd'hui sous le seuil de pauvreté, en Elide (région d'Olympie), 33 % des habitants de tous les âges sont touchés, avec un inquiétant pourcentage chez les enfants de moins de 15 ans. Reverra-t-on bientôt les images des enfants pieds nus comme dans la Grèce d'après l'occupation nazie ?

Quelle solution politique ?

Le plus probable, c'est qu'aucun gouvernement ne sorte des urnes : la campagne des deux grands partis est aussi grotesque que sa politique est antisociale, et pendant que le Pasok se divise pour savoir s'il faut ou non demander pardon aux électeurs et électrices pour les mesures prises, le dirigeant de la droite, le nationaliste Antonis Samaras, joue une campagne à l'américaine, mais aussi à la Sarkozy, avec un discours anti-immigrés qui ici aussi, aura comme effet de renforcer l'extrême droite, en particulier le groupe néonazi Chryssi Avgi, qui multiplie les agressions. Une dizaine de groupes pourraient avoir des députés, mais même si la gauche devrait se renforcer, elle reste très divisée : la dirigeante du KKE (PC grec) Papariga explique que si elle avait dû voter en France, elle se serait abstenue dès le premier tour, et le dirigeant de Syriza, Tsipras, a provoqué un malaise en expliquant cette semaine qu'il tenterait bien de former un gouvernement si le président le lui demandait, en acceptant pour cela les voix des députés d'un groupe de droite extrême, qui s'est prononcé contre la politique du memorandum... mais sur des positions nationalistes et anti-immigrés ! Quant à la gauche anticapitaliste Antarsya, elle mène une campagne active contre le paiement de la dette et pour la sortie de l'euro et de l'Union européenne, et peut percer ici ou là. Mais le véritable enjeu dans tous les cas, surtout si aucun gouvernement ne sort de ce scrutin, est de lancer de grandes mobilisations unitaires sans attendre le nouveau scrutin : redonner confiance sur le terrain des luttes ouvrières et de la jeunesse, pour crédibiliser des solutions politiques à gauche toute !

Andreas Sartzekis, Athènes, le 29 avril 2012

** Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 147 (03/05/12).*
